# PNUD MADAGASCAR
# EN ACTION

PNUD

*Au service des peuples et des nations*

Bulletin d'information - N° : 002 Octobre 2013



LUTTE CONTRE LA PAUVRETE :

## Moins de 1000 jours d'action pour tenir la promesse du Millénaire !

GOUVERNANCE :

## Jamais sans mes jumeaux !

## Le Programme des Nations Unies pour le développement appuie le processus électoral à Madagascar

# SOMMAIRE


ÉDITORIAL 02

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ 03

03 Moins de 1000 jours d'action pour tenir la promesse du Millénaire !

05 Faire de la commune de Saint-Augustin, un pôle de croissance économique…

07 Alphabétisation, un moyen d'autonomisation et d'intégration socio-économique des habitants de Saint-Augustin et de Milenaka.

08 Crédit avec Éducation : un concept qui a transformé la vie de Hanisoa

GOUVERNANCE 09

09 Jamais sans mes jumeaux !

11 Les préoccupations des jeunes malgaches dévoilées par une enquête de l'INJ et du PNUD

13 Une stratégie nationale plus efficace contre le VIH et le SIDA

15 Nelson Mandela, une icône qui inspire

17 Le Programme des Nations Unies pour le développement appuie le processus électoral à Madagascar

19 « L'égalité des chances en politique, un pari ambitieux »

21 RanjaRamampy : Mieux formée pour affronter les élections

ENVIRONNEMENT 23

23 Anja Miray, un an après RIO +20!

25 Stabiliser les dunes pour préserver les moyens de subsistance de la population de Lanirano

VNU 27

27 Le volontariat, plus qu'un engagement, une conviction !














# Editorial



## Avec un sursaut national, l'espoir est permis

Les évaluations du Plan Cadre des Nations unies pour l'Assistance au Développement (UNDAF) 2008- 2011 ont mis en évidence une baisse significative de l'efficacité de l'aide et une dégradation sans précédent des conditions de vie de la population malgache. En effet, depuis 2009, outre les impacts négatifs de la crise financière internationale, Madagascar est confronté à une crise politique marquée particulièrement par l'absence de croissance économique, la diminution du pouvoir d'achat, l'aggravation de la pauvreté, l'insécurité alimentaire, l'accès de plus en plus limité aux services sociaux de base et la mauvaise gouvernance.

Cette crise s'est traduite par une nette détérioration des indicateurs humains et socio-économiques. Madagascar fait partie des pays les plus pauvres au monde avec un PIB par habitant ne dépassant pas les 230 USD et où plus de la moitié des enfants de moins de cinq ans enregistrent un retard de croissance. Plus de 80 % des Malgaches vivent en dessous du seuil de pauvreté, 9 sur 10 ne mangent pas à leur faim et près d'un million d'enfants ne vont pas à l'école, faute de moyens. Depuis l'avènement de la crise, plus de 300 000 Malgaches ont perdu leur emploi, suite à la fermeture de leurs unités de fabrication et dix femmes en couche meurent tous les jours, faute de structures de santé de qualité. Aujourd'hui, les chances de Madagascar d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici 2015 s'amenuisent au fur et à mesure que le pays s'enlise dans la crise la plus longue de son histoire politique récente.

En dépit de ce constat affligeant, Madagascar a prouvé au cours de son histoire politique tumultueuse qu'il était possible d'aller d'un taux de croissance économique négatif à un taux de +5 % en l'espace de deux à trois années. En effet, la Grande Ile dispose de potentialités humaines non négligeables - plus de 50 % de la population ayant moins de 25 ans-, de richesses naturelles incomparables et d'une biodiversité exceptionnelle. Il est donc encore possible d'inverser les tendances observées dans la dégradation des indicateurs de développement humain si le sursaut général tant attendu se réalise. La conduite des affaires de l'État étant incompatible avec une gestion improvisée, le Gouvernement a l'obligation de prévoir. En effet, les déséquilibres sectoriels et territoriaux constatés aujourd'hui peuvent engendrer, demain, des risques encore plus grands, voire dramatiques pour le pays.
Que l'on soit Partenaire Technique et Financier (PTF), acteur de la société civile, homme ou femme politique, parlementaire ou sénateur, fonctionnaire ou opérateur économique, l'obligation de faire converger nos points de vue vers l'essentiel est impérieuse. À savoir (i) contribuer dans le court terme aux efforts de sortie de crise à travers l'organisation d'élections libres, crédibles et transparentes, (ii) accompagner les autorités malgaches à forger une société plus juste, plus égalitaire où le travail et le mérite sont reconnus et où les maux qui gangrènent la société malgache et qui ont pour noms corruption, détournement de deniers publics, trafics illicites, pillage des ressources naturelles sont fermement combattus, à travers l'élaboration d'une Stratégie Intérimaire de Relance du Développement, le Madagascar Action Plan (MAP), considéré comme le seul document de référence, étant caduc depuis la fin de 2012.

Afin de pallier cette carence, le Gouvernement a pris les dispositions en mettant en place un dispositif institutionnel auprès du Premier ministre, Chef du Gouvernement, en vue de coordonner la préparation de ladite Stratégie. Ce dispositif comprend notamment le Conseil National pour le Développement (CND), le Comité Interministériel Technique (CIT) et le Secrétariat Exécutif (SE). Il est possible à travers ce processus de développer une vision commune et un plan d'action capable de sortir Madagascar de l'impasse dans laquelle il se trouve, mais ce plan d'action ne pourra engendrer des résultats tangibles et des changements en profondeur que si les partenaires au développement réussissent à appuyer Madagascar à asseoir les fondements d'un État moderne, fort et où la démocratie, émanation de la volonté populaire, est durablement construite et où la voix de chaque citoyen compte.

Même si elles ne sont pas une fin en soi, les élections répondant aux normes et standards internationaux devraient permettre la mise en place de mécanismes de renforcement de la paix et de la démocratie. Pour un pays qui dépend à 40 % de l'aide au développement pour la consolidation de ses institutions, le réengagement des partenaires au développement est primordial. Sénèque disait, je cite, « il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne sait où il va », de même, je suis d'avis qu'il n'est pas possible d'envisager des progrès en matière de développement humain si on ne sait pas comment les réaliser, dans quelle direction s'orienter et pire encore si on décide d'y aller seul. Madagascar a autant besoin de ses partenaires au développement que d'un leadership fort et capable d'insuffler une dynamique de développement durable. C'est la seule attente qu'expriment aujourd'hui les partenaires techniques et financiers (PTF) pour une reprise totale de la coopération et de l'aide au développement. Cette attente est en parfaite harmonie avec celle du peuple malgache qui n'a d'autres aspirations que de vouloir profiter pleinement des richesses de son pays et de pouvoir y vivre librement dans la paix et dans le respect des institutions.

**Fatma SAMOURA**

*Représentante résidente du PNUD*


**PNUD MADAGASCAR**
**EN ACTION**

**Directeur de publication :**
Fatma SAMOURA
*Représentante résidente du PNUD*

**Réalisation :**
Unité Communication
PNUD Madagascar

**Rédacteur :**
Solange NYAMULISA
Nanou FIANKINANA
Degaulle MUNEZERO
Fanny BORDARIER



**Adresse :**
Maison Commune des Nations Unies,
Rue Dr Raseta Andraharo
Route de Majunga BP 1348
101 Antananarivo Madagascar
Tel: +261 20 23 300 92
Fax: +261 20 23 300 42
Email: registry.mg@undp.org


www.mg.undp.org

*Au service des peuples et des nations*

*Le mois d'avril a marqué un important tournant dans le calendrier de la Déclaration du millénaire. Un compte à rebours planétaire a été lancé durant la semaine du 5 au 12 avril 2013 : « 1000 jours pour agir ».*



# Moins de 1000 jours d'action pour tenir la promesse du Millénaire !

Dans ce contexte, le Secrétaire Général des Nations unies, Ban Ki-Moon, rappelle que les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont aidé à fixer des priorités mondiales et nationales, à mobiliser les énergies et à obtenir des résultats remarquables. Cependant dans certains domaines, les efforts à fournir restent très importants et l'implication de la communauté internationale demeure primordiale pour l'accélération de la réalisation de ces objectifs.

Pour célébrer cette campagne, le Système des Nations unies (SNU) à Madagascar s'est engagé à organiser diverses activités aux côtés de ses partenaires. Cette campagne a été introduite par un message de rappel de la coordinatrice résidente du SNU lors d'un café de presse le lundi 15 avril. Dans son message, Fatma Samoura rappelle les huit objectifs du Millénaire et les progrès réalisés dans leur atteinte. « Bien que Madagascar ne soit pas en mesure d'atteindre la majorité des cibles des OMD, il peut toutefois se rapprocher sensiblement de ses engagements en 2015 pour ce qui concerne l'universalisation de l'école primaire, la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, la réduction de la mortalité infantile et infanto-juvénile et la lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose. Madagascar se rapprochera de ses engagements si des mesures énergiques et immédiates sont prises ». Ce constat, plutôt sombre, permet d'initier un débat et d'encourager l'ensemble des acteurs à réfléchir aux priorités et engagements à Madagascar. Durant la conférence-débat organisée le 19 avril à l'hôtel Panorama, les partenaires au développement, la société civile et le gouvernement malgache ont participé aux échanges portant sur les enjeux, les défis à relever et les perspectives. Les participants ont appelé à plus de responsabilité et d'efforts communs. Ils ont insisté sur







*Conférence de presse pour lancer la campagne 1000 jours d'actions pour tenir la promesse du Millénaire !* Photo © PNUD

la gouvernance démocratique et la promotion de l'état de droit, une meilleure gestion des ressources naturelles et le renforcement des capacités institutionnelles du secteur public. « Il ressort clairement de l'état des lieux sur les OMD que la première cible, à savoir la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim, ne sera pas atteinte. Le combat est beaucoup plus ardu qu'on ne le croit à Madagascar, car la pauvreté est un problème structurel. La stratégie intérimaire de développement étant élaborée, nous cherchons à utiliser cette stratégie de manière optimale pour mieux lutter contre l'extrême pauvreté et atteindre les autres cibles des OMD d'ici 1000 jours », a déclaré Monsieur Jean Gabriel Randrianarison, Secrétaire général de la Vice-Primature chargée de l'Économie et de l'Industrie (VPEI).

Les pistes d'accélération des OMD proposées s'accordent toutes sur l'urgence de disposer d'une stratégie nationale de développement pour limiter la dégradation de la situation sociale et mobiliser les ressources afin de relancer l'économie dès le retour du pays à l'ordre constitutionnel.

La prise de conscience populaire, renforcée par un marathon de 1 000 minutes sur Twitter et un débat sur la lutte contre la pauvreté sur Facebook, se poursuivra tout au long de ces 1000 jours.

Le Système des Nations unies et ses partenaires proposeront une série de manifestations afin d'informer le public sur les avancées sur les OMD, approfondir les pistes de réflexion, mobiliser les ressources nécessaires et soutenir toute initiative favorisant l'atteinte des OMD.



*Conférence débat dans le cadre de la campagne 1000 jours d'actions pour tenir la promesse du Millénaire !* Photo © PNUD



# Faire de la commune de Saint-Augustin, un pôle de croissance économique…

Avec Avec ses 15000 âmes, la commune rurale de Saint-Augustin, située dans la province de Toliara au sud-ouest de Madagascar, ne disposait jusqu'ici d'aucune infrastructure de transformation des céréales. La fourniture par le PNUD en février 2013 d'une plateforme multifonctionnelle (PTFM) capable de décortiquer, broyer et piler le maïs, le riz et les provendes vient de mettre fin à la corvée de transformation des céréales. Avant l'installation de cette machine multifonctionnelle, les femmes passaient plus de 35 % de leur temps à la mouture du riz et du maïs à la main. Elles devaient aussi assurer les travaux champêtres et vaquer aux travaux domestiques.

Avec la mise en place de la plateforme, les femmes peuvent désormais passer plus de temps avec leur famille. « J'ai maintenant le temps de faire de la couture, d'aller au centre d'alphabétisation et de m'occuper de l'éducation de mes enfants qui auparavant m'assistaient dans les travaux champêtres au lieu d'aller à l'école », explique Harinia, 56 ans, agricultrice à Antanambao, un des villages de la commune rurale de Saint-Augustin.

Avant que la PTMF ne vienne transformer sa vie,Harinia n'avait d'autre choix que d'aller faire piler son riz dans le village voisin possédant une décortiqueuse. Outre les deux heures qu'elle passait sur la route, les risques sécuritaires - en nette augmentation depuis deux ans -représentaient un réel danger. Par ailleurs, Harinia dépensait jusqu'à 14 000 MGA l'équivalent de 6.3 dollars US, pour la location de la charrette nécessaire au transport aller-retour du sac de riz et 40 MGA par kilo de céréales à moudre. La PTFM, récemment installée à proximité de son domicile, lui a permis de réaliser des économies substantielles dans son commerce, car les services offerts ne lui coûtent maintenant que 30 MGA le kilo, toutes charges comprises.

Le programme « Moyens de Subsistance Durables et Lutte contre la Pauvreté (MSDLCP) » du PNUD, après avoir doté les habitants de la commune de Saint-Augustin d'un centre d'information, d'orientation et d'accompagnement socio-économique, leur a offert cette plateforme multifonctionnelle équipée d'un moteur diesel capable de faire fonctionner différents outils permettant de moudre, broyer, décortiquer, vanner et blanchir les céréales, notamment le maïs







*Les bénéficiaires de la plate forme multifonctionnelle se préparent pour moudre le maïs.* Photo © PNUD

et le riz. Grâce à l'alternateur doté d'un poste soudure intégré, les habitants peuvent, moyennant un coût modique, recharger les batteries de téléphones portables et accomplir de petits travaux de soudure. À moyen terme, la plateforme multifonctionnelle vise à faciliter l'installation de l'éclairage public et la production de petits outillages agricoles.



Pour pérenniser l'installation et l'opérationnalisation de la PTFM, le projet a mis en place un comité local de gestion. Les usagers de la plateforme contribuent aux frais de fonctionnement, d'entretien, d'utilisation rationnelle et de protection des machines. Avec les gains ainsi obtenus, la commune finance désormais d'autres initiatives communautaires visant à assurer le développement intégré de Saint-Augustin.

Le projet de PTFM profite à 35 associations, dont 10 composées, uniquement de femmes.

Environ 1043 femmes originaires des 11 Fokontany (villages) de la commune bénéficient directement des retombées de la plateforme multifonctionnelle, ce qui contribue à redorer l'image des femmes, à accroître leur rôle économique et en conséquence à améliorer la perception négative qu'ont les hommes sur le statut de la femme. Très réticents au début du projet, certains hommes incitent aujourd'hui leurs épouses à rejoindre la PTFM. Ils les aident dans le fonctionnement technique et la maintenance, tout en les encourageant à s'investir dans les activités génératrices de revenus.

La commune rurale de Saint-Augustin, de par sa position géographique privilégiée, offre à la population de forts potentiels de diversification de leur source de revenus. Outre les nombreux sites balnéaires qui proposent plusieurs itinéraires touristiques, les habitants ont la possibilité de s'adonner à la pêche, à l'agriculture et à l'élevage.

En partenariat avec d'autres projets initialement implantés dans la commune à travers les institutions de microfinance, la promotion des activités de maraîchage et de fumage du poisson, la PTFM représente une opportunité supplémentaire de faire de la commune de Saint-Augustin un pôle de croissance économique dans la région du sud-ouest de Madagascar.

# Alphabétisation, **un moyen d'autonomisation et d'intégration socio-économique des habitants de Saint-Augustin et de Milenaka**

*Il y a sept mois, Zana, 20 ans, commerçante et mère de quatre enfants, ne savait ni lire ni écrire. Elle faisait appel à ses clients pour qu'ils lui lisent son courrier. Elle était obligée de leur demander d'inscrire leurs noms et le montant de leurs crédits sur les fiches clientèles.*

*« J'étais motivée à suivre un cours d'alphabétisation pour ne plus me faire "arnaquer" par mes propres clients et pouvoir gérer toute seule ma comptabilité. Depuis j'assiste également ma belle-mère dans ses comptes, car elle est analphabète. Je possède maintenant une signature que je peux apposer sur un document », raconte Zana qui fait partie des 340 femmes sur les 740 personnes bénéficiaires du programme d'alphabétisation des adultes dans les communes rurales de Milenaka et de Saint-Augustin, toutes deux situées dans la région d'Atsimo Andrefana, dans le Grand Sud de Madagascar.*



Ce projet, mené dans le cadre du partenariat entre la Vice Primature en charge de l'Economie et de l'Industrie (VPEI), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'ONG Malagasy Mahomby, contribue à l'insertion socio-économique des personnes analphabètes à travers l'Alphabétisation fonctionnelle intensive pour le développement (AFI-D). Les personnes qui en bénéficient sont sollicitées pour leur esprit critique et leur facilité à communiquer et à se prendre en charge. Non seulement, le taux d'analphabétisme a baissé à Saint-Augustin et à Milenaka, mais grâce à la formation complémentaire de base dispensée dans le programme, un changement de comportements est noté.

« Ces changements sont rapides et visibles », témoigne Azimo Zilibera, 31 ans, père de 4 enfants. « J'avais une piètre opinion de moi-même, j'étais comme une personne ayant la faculté de regarder sans voir ; une personne qui ne reçoit rien alors qu'elle a des mains. De ne savoir ni lire ni écrire contribuait à accentuer ma pauvreté » poursuit-il. Cette ignorance a poussé Azimo, tout comme les autres apprenants à s'inscrire aux cours, 6 heures par jour pour les uns, 4 heures par jour pour les autres, six jours par semaine. La première formation a duré 3 mois.

« J'étais obligé de fournir des efforts pour être comme tout le monde, pour y arriver, car l'alphabétisation est un héritage que l'on ne pourra pas m'ôter » confie Azimo. « Par ailleurs, je suis satisfait du résultat de ma formation de 6 mois, qui m'a complètement transformé ».



*Les apprenants du centre d'alphabétisation de Namakia Ankilibe.* Photo © PNUD

Aujourd'hui, même si la situation économique de Azimo peut encore être améliorée, moralement il est satisfait, car il sait à présent lire, écrire et assimile mieux certains aspects de la vie courante. Selon Azimo, cette formation lui a permis de sensibiliser les gens qui étaient dans la même situation que lui afin qu'ils sortent de l'ignorance.

Après avoir complété la formation sur l'alphabétisation initiale et la formation complémentaire de base, les anciens apprenants d'AFI-D, ainsi que d'autres personnes de la localité, suivent une formation technique professionnelle de base.
Cette nouvelle formation a pour objectif d'optimiser les compétences acquises en lecture et en écriture pour accéder à de nouvelles compétences techniques et professionnelles.

« Une personne dépourvue des compétences de base en lecture et en écriture n'a que rarement l'occasion de s'impliquer réellement dans les institutions démocratiques, de faire des choix éclairés, d'exercer ses droits de citoyenneté et d'agir en faveur de ce qui est perçu comme l'intérêt collectif » explique Louisette Ranorovololona, administrateur du Programme lutte contre la pauvreté du PNUD. Ces objectifs justifient à eux seuls l'intérêt d'un tel projet du PNUD dans la région d'Astimo Andrefana.





# Crédit avec Éducation : **un concept qui a transformé la vie de Hanisoa**

Il est midi, nous sommes à Ambanitsena, un paisible village situé à 26 km de la capitale Antananarivo. Sous un soleil peu clément, plusieurs individus entrent dans la gargote de Hanisoa Ravalison ; c'est l'heure du « sakafo atoandro », le repas de midi, composé généralement de quelques saucisses et du fameux bol de « vary » ou riz malgache. Avec son large sourire, Hanisoa sert ses clients avec beaucoup de chaleur. En suivant ses mains qui vont de l'imposante marmite contenant le riz aux petits bols destinés à ses clients, un rituel bien rodé, on en oublie l'image de la timide jeune femme qui se cachait, il y a quelques années, derrière sa machine à coudre.

En 2005 que Hanisoa ouvrit sa gargote avec les maigres économies générées par la broderie qui d'ailleurs, selon elle, lui rapportait juste de quoi se nourrir. Hanisoa décida alors de se lancer dans une activité plus lucrative. Le bonheur ne vint lui sourire qu'en 2007, lorsque par le plus heureux des hasards, son chemin croisa celui des experts de l'institution de la microfinance du réseau OTIV Tana, à la faveur d'une opération de sensibilisation des commerçants sur la notion du « Crédit avec Éducation » ou CAE, un tout nouveau concept pour Hanisoa. Aujourd'hui, grâce à ce nouveau concept introduit dans son village, elle et plusieurs autres femmes ont pu améliorer leurs conditions de vie. Pour Hanisoa, le réseau OTIV a engendré des changements profonds dans sa vie, puisque son commerce a pris une nouvelle dimension. Hanisoa avoue avec enthousiasme : « Depuis que je collabore avec OTIV, ma façon de faire le commerce a profondément changé. Je le fais maintenant d'une manière très professionnelle. Ma vie s'est nettement améliorée ».

Le Projet d'Appui à la Finance Inclusive de Madagascar (PAFIM), conjointement financé par le Fonds d'équipement des Nations unies (UNCDF) et le PNUD, en partenariat avec plusieurs institutions de microfinance, comme le réseau OTIV Antananarivo, le réseau CECAM, Volamahasoa, a pu développer depuis 2004 un service financier dédié aux femmes vulnérables, dont le CAE. Ce service cible spécifiquement les femmes en situation de précarité économique.
Parallèlement à l'accès au crédit, les femmes bénéficient de conseils, de formations et d'un suivi rapproché des agents animateurs. Le CAE sert habituellement à financer des activités à court terme et génératrices de revenus selon un système basé sur la caution solidaire. Chaque cycle de crédit dure entre 4 à 6 mois et les montants évoluent en fonction de l'activité exercée.



Pour son premier cycle, Hanisoa a reçu 60 000 MGA, l'équivalent de 27 dollars US. Elle a pu épargner 1000 ariary (50 centimes de dollars US) par semaine et cette épargne lui a permis de constituer un pécule assez consistante. « J'ai appris à faire la différence entre mon prix de revient et mon bénéfice et à comprendre l'utilité de l'épargne et du crédit », confie-t-elle. Comme toutes les autres femmes de son association, Hanisoa rembourse le prêt d'OTIV chaque semaine lors des réunions hebdomadaires encadrées par une animatrice. « L'encadrement m'a beaucoup aidé, car elle m'a permis de toujours conserver mes fonds propres, chose qui m'était difficile, voire impossible de faire auparavant. »

En suivant à la lettre les conseils d'OTIV, Hanisoa a pu, dès le premier crédit, remplacer la terre battue de sa gargote par du carrelage. Elle a par la suite agrandi son commerce, acheté un réfrigérateur et réduit considérablement ses coûts de production.

Après cinq ans de partenariat avec les institutions de microfinance, Hanisoa est aujourd'hui à son 10e cycle de crédit. Elle a reçu 440 000 MGA, un peu plus de 200 dollars US qu'elle compte rembourser en huit mois. Tous les gains tirés de son CAE sont réinvestis en acquisition de nouvelles marchandises. Grâce à son épargne, elle a pu terminer sa maison et ouvrir une deuxième gargote dont la gestion est assurée par son époux. Son restaurant lui rapporte désormais 80 000 MGA soit 36 dollars US par jour à raison de 30 plats vendus par jour. Hanisoa compte aujourd'hui chercher un espace encore plus grand pour lancer un commerce en denrées alimentaires.

Le succès connu par le Crédit avec Education a encouragé le PNUD et ses partenaires à répliquer cette expérience au niveau d'autres institutions de microfinance dans la Grande Ile. À ce jour, 14 548 femmes sont membres de 1 250 associations CAE, au sein des 3 IMFs partenaires du PAFIM que sont le réseau CECAM, le réseau OTIV Tana et l'institution Volamahasoa. L'encours épargne globale s'élève à de 225 000 dollars US et l'encours de crédit à environ 865 000 dollars US. Chacune de ces femmes mène une activité génératrice de revenus qui contribue aussi bien à l'amélioration des conditions de vie de sa famille qu'à son épanouissement personnel.



# Jamais sans mes jumeaux !

Fille d'un « Ampanjaka », chef de lignée pour les Malgaches, Voahangy, 32 ans, cache sous un physique plutôt frêle, un caractère bien trempé. La détermination qu'elle affiche est à la hauteur du combat social qu'elle mène depuis qu'elle a manifesté sa ferme intention de garder les jumeaux qu'elle a mis au monde il y a quelques mois. Ici à Mananjary, une commune urbaine du sud-est de Madagascar, située à 600 km de la capitale Antananarivo, une telle décision est considérée comme un affront. En effet, selon la tradition, les jumeaux nés de parents de l'ethnie Antambahoaka doivent être abandonnés dès leur naissance.

Une croyance, dont l'origine remonte à la nuit des temps, considère comme maléfiques les naissances gémellaires. Refuser de respecter ce « fady » ou tabou en gardant ses jumeaux signifie pour les parents biologiques l'ex-communion et une mort sociale inexorable. Des parents et quelques mères ayant préféré boire ce « bouillon de crocodile » ont été exclus de leur communauté d'origine, bannis du « Tranobe » la grande maison où se prennent les décisions importantes régissant les relations entre les membres de la communauté. Ils sont par ailleurs interdits d'invoquer les esprits des ancêtres dans leurs prières. Le« Rom-boay » est le terme employé par les « Antambahoaka » pour qualifier l'affront fait aux ancêtres par les parents qui gardent leurs jumeaux, plutôt que de s'en débarrasser en les abandonnant dans un champ de café, le long des berges du canal des Pangalanes ou dans un des nombreux centres pour jumeaux abandonnés de Mananjary. Jusqu'à son arrivée au foyer communautaire construit en 2012 par le PNUD avec l'aide de ses partenaires, le sort de Voahangy et de ses jumeaux était peu enviable. Livrée à elle-même, errant dans les rues de cette petite ville avec ses deux enfants dans ses bras, elle s'adonnait à la mendicité, à l'exercice de métiers indécents et adoptait des comportements de survie extrême, dont la privation de repas vitaux pour ses enfants. Lors d'un séminaire à Mananjary sur la protection des jumeaux abandonnés, nous l'avons croisé pour la première fois, livrée à elle-même, épuisée par des mois d'errance et désespérée. Elle montrait des signes perceptibles d'anémie et ses jumeaux souffraient de malnutrition sévère.

Lors de l'atelier organisé conjointement par le PNUD et les agences du Système des Nations unies, dont l'UNICEF et le PAM, sur la situation des jumeaux de Mananjary, Voahangy et les parents opposés à la pratique d'abandon des jumeaux ont trouvé suffisamment d'énergie pour parler de leur drame, malgré la détresse morale et la déchéance physique.

Cet atelier faisait suite à des années d'efforts de sensibilisation et de plaidoyer auprès des différentes parties concernées pour éradiquer ce fléau d'abandon des enfants jumeaux.

Afin de restaurer la dignité humaine, ces familles ont été encadrées par la direction régionale de la population, la commune de Mananjary, le PNUD et l'UNICEF pour créer l'association « Tsymanaryzaza » ou « Ceux qui n'abandonnent pas leurs enfants ». En attendant de mobiliser les financements pour la construction des cases à l'attention des membres de l'association, le PNUD a fait ériger une dizaine de tentes pour les familles sans-abri et un foyer communautaire. Aidées par des formateurs, ces mères pourront désormais mener des activités génératrices de revenus pour améliorer leur situation économique, tout en faisant valoir leurs droits fondamentaux pour une vie décente.



*Le foyer communautaire construit pour les membres de l'association "Tsy manary zaza"* Photo © PNUD

« Je suis très heureuse parce que les gens nous regardent différemment aujourd'hui. Grâce à ce foyer, nous nous sentons dignes comme des êtres humains et les droits de nos enfants sont protégés. Nous avons également des activités qui nous permettent de bien vivre », déclare Voahangy.

« Nous nous sentons intégrés dans la communauté. Le fait que les gens viennent acheter nos légumes est un signal fort pour nous. Avant, je gagnais 1 500 MGA (0.6 de dollars US) en vendant du charbon. Aujourd'hui grâce à la vente de mes légumes, je parviens à gagner jusqu'à 10 000 MGA (4.6 de dollars US) par jour », nous confie-t-elle. « Le plus spectaculaire est le fait que ma mère, qui ne voulait plus entendre parler de moi, est venue vivre avec moi au foyer. Elle, qui n'avait jamais rien voulu savoir de mes jumeaux, a accepté il y a une semaine de quitter le village pour venir prendre soin de ses petits-enfants. Elle prépare même leur repas, un vrai miracle…»
La création de ce foyer rapproche les familles. Quatre mères d'enfants jumeaux, membres de l'association, ont été réintégrées dans leurs familles grâce au plaidoyer mené auprès des leaders communautaires. « Nos familles ont pris conscience qu'on ne peut pas jeter nos enfants parce que la coutume l'exige. Elles apprennent et comprennent maintenant les droits des enfants à travers les émissions de sensibilisation faites à la radio, à la télévision. C'est pourquoi elles nous acceptent », renchérit Voahangy.

La maman de Voahangy regrette de l'avoir rejetée. Aujourd'hui, elle essaie de se rattraper. « J'étais furieuse lorsque ma fille a eu des jumeaux. J'ai été, malgré moi, obligée de la renvoyer de la maison parce que la coutume l'exigeait. Aujourd'hui, je reviens vers elle » nous confie-t-elle, le regard fuyant.

Toutes ces années passées loin de sa fille ont été dures. « J'étais malheureuse, c'est la vérité, je n'en pouvais plus, et je n'ai plus rien voulu savoir de cette tradition d'un autre âge. Entre la communauté et ma fille, j'ai préféré ma fille et je ne regrette pas ma décision. Ma fille est ma vie et mon avenir, c'est elle qui s'est toujours occupée de moi » confie-t-elle d'une voix remplie d'émotion.

Voahangy, comme les autres membres de son association, a confiance en l'avenir. Elle ne se sent plus seule désormais. Elle souhaite que cette pratique soit bannie par les Ampanjaka, les rois traditionnels, pour que les futures mamans de jumeaux ne vivent plus le même calvaire qu'elle a vécu des années durant.

*En bouclant au mois d'avril 2013 l'enquête traditionnelle auprès des jeunes de 62 communes des zones Nord-Est, Nord-Ouest, Centre Haut, Centre Bas, Sud Est et Sud-Ouest de Madagascar, l'Institut National de la Jeunesse (INJ) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont cerné le niveau de connaissances des 15 à 24 ans sur leurs droits civiques, économiques, sociaux, culturels et politiques.*



# Les préoccupations **des jeunes malgaches dévoilées par une enquête de l'INJ et du PNUD**

Ils ont pu ainsi avoir un aperçu national, régional et par tranche d'âges des préoccupations quotidiennes des jeunes Malgaches. L'enquête s'est intéressée à la perception qu'ont les jeunes de la vie nationale, de la conduite des affaires publiques, ainsi qu'à leur centre d'intérêt concernant l'éducation, l'emploi, la santé et l'environnement.

« Selon les résultats de l'enquête, qu'ils habitent à la campagne ou en ville, l'alcoolisme, la drogue, l'avortement, les cas de grossesses précoces, le phénomène des mères célibataires constituent les sujets principaux de préoccupation de nos jeunes de 15 à 24 ans », rapporte Jacky Rakotoarison, directeur national du projet auprès de l'INJ. « Cette situation interpelle quand on connaît le poids de la jeunesse dans le développement à Madagascar. Il faut que des mesures soient prises pour répondre au mieux aux besoins de nos jeunes », poursuit-il.

Toujours selon cette consultation, les lacunes en information, mais aussi la culture, la tradition, la timidité ainsi que le manque de volonté constituent par ordre d'importance, les freins à la participation des jeunes à la vie sociale. «La participation à la collecte des préoccupations des jeunes était une aventure passionnante », confie Nirina Andriamalala, superviseur d'enquête dans la région de Vakinakaratra. « Je n'ai pas personnellement traité les données, en revanche les échanges avec les jeunes enquêteurs m'ont permis d'appréhender ce que vivent les jeunes dans la région. Nous avons








*Les jeunes enquêteurs ont fait du porte à porte pour collecter les préoccupations des jeunes de 15 à 24 ans.* Photo © PNUD

peur de nous exprimer, nous n'aimons pas trop les paperasses, mais nous nous attendons à des changements après ce genre de consultation », ajoute-t-elle.

L'enquête traditionnelle réalisée par le consortium national pour la participation citoyenne du 15 mars au 5 avril 2013 représente la première étape de la collecte des préoccupations des jeunes. Une enquête faisant appel aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, notamment une consultation par message téléphonique (SMS) et par les réseaux sociaux, ainsi que des ateliers régionaux seront organisés afin de cerner davantage les préoccupations des jeunes malgaches et de mieux cadrer les initiatives en faveur des jeunes.

Un atelier de renforcement des capacités des institutions et des acteurs de développement en matière de suivi et évaluation des programmes de promotion de la jeunesse a été également organisé cette année. L'INJ et le PNUD visaient à doter d'outils les institutions et les acteurs, travaillant et évoluant dans les secteurs de l'emploi et du renforcement de capacité des jeunes afin de mieux prendre en considération les résultats des consultations sur les préoccupations des jeunes et mieux les intégrer dans leurs stratégies élaborées en faveur de la jeunesse malgache.

L'INJ, avec l'appui du PNUD, a également fait l'état des lieux sur les mécanismes pour la collecte d'avis, l'écoute des jeunes et des projets « orientés jeunes », afin de mieux informer la stratégie nationale de promotion de la jeunesse malgache. La Grande Ile compte actuellement plus de 21 millions d'habitants dont la moyenne d'âge est de 18 ans. Plus de 5,7 millions de jeunes du pays sont âgés de 10 à 24 ans. Selon une étude de l'Observatoire des droits de l'enfant de la région Océan indien, ce nombre sera multiplié par deux en 2025.



# Une stratégie nationale plus efficace contre le VIH et le SIDA

***Même si le taux de prévalence du VIH et du Sida reste très bas -sous la barre de 1 %-, selon une étude finalisée au mois de mai 2013 par le Secrétariat Exécutif du Comité National de Lutte contre le Sida (SE-CNLS) avec l'appui du PNUD, Madagascar fait actuellement face à une épidémie concentrée du VIH/SIDA.***

Quelque 178 communes ont été identifiées comme étant fortement vulnérables face aux IST et au VIH. Selon les données de l'enquête de surveillance biologique du VIH de 2010, la prévalence du VIH est à 0,09 chez les femmes enceintes âgées de 15 ans ou plus, taux relativement plus faible que la moyenne nationale. En revanche, la prévalence du VIH est de l'ordre de 14,7 % en 2010 chez les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes. « Les études que nous avons réalisées avec l'appui de nos partenaires nous ont permis de cerner la situation à Madagascar pour mieux adapter la stratégie. Si auparavant, nous avons focalisé nos actions sur une stratégie de masse pour un renforcement de la prise de conscience et les dépistages volontaires auprès des services médicaux, la stratégie 2013-2017 vise à concentrer les actions sur les populations-clé les plus exposées aux risques dans les zones de forte vulnérabilité », explique Dr Andry Rakotomanana, chef d'unité coordination et appui technique auprès du SE-CNLS.

L'élaboration du nouveau plan stratégique national sur la riposte au VIH et au SIDA à Madagascar pour 2013 à 2017 a été effective grâce à l'appui du PNUD. « Notre contribution à la réponse au VIH touche les aspects liés à la gouvernance et au respect des droits humains », précise Deleau Razafimanantsoa, assistant du représentant résidant et point focal VIH et du SIDA du PNUD. Grâce au soutien du forum des partenaires et du comité technique multisectoriel sous la responsabilité du SE/CNLS, il a été possible d'assurer une coordination stratégique et opérationnelle nationale et de renforcer la gestion au niveau régional du problème du VIH. Tous les départements ministériels-clé disposent actuellement d'un point focal VIH/Sida formé et la majorité a intégré la lutte contre le VIH dans son plan d'action; plus de 130.000 fonctionnaires de l'État malgache en sont bénéficiaires. Depuis le début de l'année, le SE/CNLS avec l'appui du PNUD travaille sur ce programme dans 6 régions dont Vakinakaratra, Haute Matsiatra, Ihorombe, VatovavyFitovinany, Sofia et Sava et 35 communes assez vulnérables pour mériter un suivi opérationnel local face au VIH et la mise en place d'un paquet de réponsesintégrées face au VIH. Ce suivi inclut les mesures de prévention et de prise en charge avec la collaboration de comité local de lutte contre le SIDA. Le SE/CNLS avec l'appui du PNUD collabore également avecle réseau « Fikambanana MIarony Zon'ny Rehetra » (FIMIZORE) dans la campagne de lutte contre le VIH/Sida.



*Visite des Stands lors de la journée mondiale de la lutte contre le SIDA 2012 à Diégo.* Photo © PNUD

Un audit organisationnel du réseau a été effectué pour l'appuyer à coordonner ses interventions auprès des professionnels du sexe. Grâce à son réseau, l'accompagnement des professionnels du sexe a pu être amélioré. Une base de données des associations œuvrant pour et auprès des professionnels du sexe est désormais disponible. « Nous sommes maintenant présents dans dix régions de Madagascar et notamment à Diana, BoenyAnalanjirofo, Atsinanana, Vakinakaratra, Analamanga, AtsimoAndrefana, Haute Matsiatra, Ihorombe, Ihosy. Notre réseau travaille non seulement dans la sensibilisation des professionnels du sexe sur la prise en charge et le suivi de leur statut, mais aussi en matière de plaidoyer pour le respect de leurs droits et la lutte contre la discrimination » explique BalouRasoanaivo, transsexuel, présidente du réseau FIMIZORE.




*journée mondiale lutte contre le SIDA 2012 à Diégo.* Photo © PNUD

Enfin, le PNUD soutient le SE/CNLS dans la redynamisation de son site web et la diffusion des bulletins épidémiologiques semestriels. Lancée il y a 3 mois, la nouvelle interface du site web du Secrétariat Exécutif du Comité National de Lutte contre le Sida - http://www.aidsmada.mg enregistrait à la fin du mois de juillet 2013 plus de 25 000 visiteurs.

# NELSON MANDELA, UNE ICÔNE QUI INSPIRE.



*Le regard dirigé vers une seule personne, tous écoutent dans un silence religieux l'histoire de Nelson Mandela comme s'ils l'entendaient pour la première fois.*

***"Mandela s'est sacrifié pour sa patrie…".***

**C'est par cette phrase que Jean de la Croix termine son mot de remerciement adressé aux personnels des agences du système des Nations unies et de l'ambassade d'Afrique du Sud à Madagascar. Ces derniersétaient venus nombreux ce 18 juillet 2013 au « foyer des vies », une pension pour personnes âgées, pour y distribuer des chaussures, des couvertures et de la nourriture.**
**Jean de la Croix raconte l'histoire de Nelson Mandela avec beaucoup de passion et d'émotion. À l'entendre, on le prendrait volontiers pour un ancien compagnon du vieux combattant antiapartheid. Plus jeune de 4 ans que son idole, Jean de la Croix se rappelle les détails de la vie de Madiba. Sa mémoire des dates ayant marqué le parcours de Mandela est restée intacte. Jean de la Croix a vécu une histoire particulière qui lui rappelle toujours Nelson Mandela.**



En 1947, lorsque les Malgaches se révoltèrent contre les colons français, Jean de la Croix avait été arrêté, torturé puis jeté en prison. Pendant 18 mois, il vécut dans une cellule sans fenêtre. Un trou de quelques centimètres creusé sur le plafond de sa cellule lui permettait de respirer. « À Mahajanga, ville située au Nord-ouest de Madagascar, je faisais partie de ceux qui soutenaient l'idée de ne pas accepter l'indépendance de Madagascar au sein de l'union française », se remémore-t-il. Lorsqu'il quitta la prison par le plus heureux des hasards, il commença à s'intéresser à l'histoire de Mandela.

« J'ai compris qu'il y avait un lien qui me liait à cet homme, un destin commun, une histoire commune. Nous avons tous deux souffert pour notre patrie ». Jean de la Croix n'est pas près d'oublier l'injustice qu'il a subie.

« Lorsque vous êtes venus célébrer avec nous le 18 juillet, tous les souvenirs de Nelson Mandela me sont revenus en mémoire. C'est très symbolique que vous ayez pensé à nous aujourd'hui parce que la plupart de ceux qui sont dans ce foyer ont presque son âge », nous confie-t-il.

« Agis !Inspire le changement », tel était le thème mondial choisi pour la célébration de la journée Nelson Mandela pour l'année 2013.
« Nous devrons vivre chaque jour comme si c'était la journée de Mandela. Une journée qui nous inspire le changement », a souligné pour sa part Claire Mulanga, représentante du coordonnateur résident du système des Nations unies devant les pensionnaires du foyer des vies.

En novembre 2009, l'assemblée générale des Nations unies déclarait le 18 juillet « Journée internationale Nelson Mandela » avec pour objectif principal d'inspirer les individus à prendre des mesures pour aider à changer le monde et construire un mouvement mondial et à responsabiliser toutes les communautés du monde. Chacun d'entre nous est vivement encouragé à prendre 67 minutes de son temps pour aider les autres ce jour-là. Une façon pour chaque habitant de la planète terre d'accomplir un simple geste de solidarité avec le reste de l'humanité et de faire un pas en avant en direction du mouvement mondial pour le bien.

Dans le cadre de cette initiative, l'ambassade d'Afrique du Sud à Madagascar et le Système des Nations unies en partenariat avec l'hôtel Ibis et WaterAid ont mené plusieurs actions en faveur des enfants et des personnes âgées.

Outre la visite au foyer des vies, des vivres ont été distribuées aux personnes âgées de MasoandroMody et aux enfants démunis de l'école primaire publique d'Ankorondrano. Des kits d'hygiène, des fournitures scolaires et des vivres ont aussi été distribués aux élèves de l'école primaire publique d'Ivandry, ainsi qu'aux enfants des Fokontany d'Andraharo et d'Ankorondrano.

Un match de football opposant les enfants des Fokontany d'Andraharo (où se trouve le bureau des Nations unies) à ceux d'Ankorondrano (où se trouve l'ambassade d'Afrique du Sud)a clôturé cette belle journée.
Ému par toutes ces actions de bonne volonté organisées pour rendre hommage à l'icône de la paix et de la démocratie, M. Gert Johannes Grobler, Ambassadeur d'Afrique du Sud à Madagascar, a indiqué que cette journée marquait « la célébration de la vie d'un leader exceptionnel, d'un remarquable humanitaire, d'un grand Africain qui a incarné la dignité humaine et la compassion. Mandela possède les plus grandes idées et les valeurs les plus nobles qui vont encore continuer à inspirer l'humanité tout entière.





*Jean de la Croix raconte l'histoire de Nelson Mandela* Photo © PNUD



*Distribution des vivres aux enfants démunis des Fokontany d'Andraharo et d'Ankorondrano et de l'EPP d'Ivandry.* Photo © PNUD



*Remise de trophée par l'Ambassadeur de l'Afrique du Sud et le représentant du coordonateur du SNU aux gagnants du match de Foot-ball.* Photo © PNUD



*L'equipe de foot-ball des fokontany d'Andraharo et d'Ankorondrano immortalisent le moment de partage de la journée Nelson Mandela* Photo © CINU

*Une mission d'évaluation des besoins électoraux à Madagascar a été conduite par le Département des Affaires Politiques (DPA) de l'Organisation des Nations unies, du 22 avril au 8 mai 2012 à Madagascar. Les recommandations issues de cette mission ont été approuvées par le Secrétaire Général de l'ONU, d'où la mise en place par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et ses partenaires du Projet d'Appui au Cycle Electoral 2012-2014 à Madagascar (PACEM) en octobre 2012.*




# Le Programme des Nations unies pour le développement **appuie le processus électoral à Madagascar**

Le PACEM appuie les efforts du gouvernement malgache dans l'organisation d'élections transparentes et crédibles, étape indispensable dans le processus de sortie de crise. La stratégie d´intervention du projet s'inscrit dans le cadre de l'objectif global du PNUD en matière de gouvernance démocratique.

La mise en œuvre des activités du projet s'articule autour de deux axes d'intervention, focalisés à court terme, sur l'appui technique et financier à la CENI-T et aux autres acteurs du processus électoral et à long terme, sur les activités de consolidation de la démocratie et de la gouvernance participatives.

En plus des ressources propres du PNUD, d'autres partenaires internationaux contribuent au financement du projet à travers un fonds commun dit « Basket Fund », placé sous la gestion du PNUD.

L'enveloppe globale du projet s'élève à 60 millions de dollars US pour l'ensemble du processus électoral. Les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) de Madagascar contribuent à hauteur de 26 millions de dollars US et le gouvernement prend en charge 34 millions de dollars US directement mis à disposition de la CENI-T.

Les engagements financiers pris par les bailleurs de fonds au 30 juin 2013 s'élèvent à environ 26 millions de dollars US. Les contributions reçues sont réparties en pourcentage comme suit : 15,5 % par le PNUD, 68 % par l'Union européenne, 4,5 % par la Norvège, 0,8 % par la Suisse, 4 % par le Japon et 4 % par la Commission de l'océan Indien.

Au titre des réalisations, le projet a recruté 38 experts, qui disposent d'une expérience antérieure dans l'organisation réussie d'élections dans d'autres pays, pour appuyer la CENI-T dans la conduite des opérations électorales. Il a également mis en place un Centre National de Traitement des Données Informatique (CNTDI) permettant la fiabilisation du fichier électoral à l'échelle nationale grâce aux divers croisements de données.

Le matériel et les équipements (matériels informatiques, groupes électrogènes, papier listing pour l'impression de la liste électorale définitive, imprimés des cartes d'électeur, urnes, encre indélébile, isoloirs, kits bureautiques pour le fonctionnement des bureaux de vote, etc.) destinés au processus électoral ont été déployés sur le terrain.



*Récensement des électeurs à Antsirabe* Photo © PNUD

Le projet a mis la priorité sur le renforcement des capacités du personnel de la CENI-T à tous les niveaux du processus électoral. D'autres acteurs du processus électoral, tels que la société civile ont été formés sur des thématiques relatives à la promotion et à l'égalité des genres dans le processus électoral et la prévention des conflits. Les professionnels des médias ont suivi une série de formation sur l'éthique et la déontologie journalistiques en période électorale

Des supports ont été produits pour l'induction et la formation du personnel de la CENI-T ainsi que pour la sensibilisation et l'éducation électorale. Un recueil des textes législatifs relatifs aux élections a été produit afin de faciliter l'accès et vulgariser le contenu pour une meilleure appropriation et application par les usagers.



*Equipements et matériels électoraux remis à la CENIT* Photo © PNUD

# “ L’ÉGALITÉ DES CHANCES EN POLITIQUE, UN PARI AMBITIEUX ”

***Le commun des Malgaches considère la politique comme la chasse gardée des hommes. Rares sont les femmes qui osent s’affranchir de cette barrière culturelle invisible pour se jeter dans l’arène politique. Le niveau de représentativité des femmes malgaches dans les institutions politiques reste faible, voire dérisoire.***



Gouvernance

*Atelier de planification stratégique pour l’intégration du Genre dans le processus électoral dans un contexte post conflit* Photo © PNUD

Par rapport aux autres pays de la sous-région, la Grande-Île reste dans le peloton de queue en matière de représentativité des femmes en politique. Pourtant, le pays a ratifié le pacte international relatif aux droits civils et politiques et la convention sur l’élimination de toutes les formes de discrimination à l’égard des femmes, ainsi que la Charte Africaine des Droits de l’Homme et des Peuples. En 2008, Madagascar a signé le protocole de la SADC sur le genre et le développement qui fixe l’objectif de voir 50 % des postes de décision occupés par les femmes à l’horizon 2015.

Bien que la Constitution malgache spécifie en son article 6 que « la loi favorise l’égal accès et la participation des femmes et des hommes aux emplois publics et fonctions dans le domaine de la vie politique, économique et sociale », l’absence de mesures d’accompagnement concrètes de cette disposition en réduit l’application. Faut-il rappeler que les femmes ne représentent que 18 % des membres du Congrès de la transition alors qu’il s’agit des postes nominatifs ? Au niveau des communes, elles n’occupent que 4 % des postes de maires et 6 % de ceux de conseillers municipaux/communaux.




*Atelier de validation de la stratégie sur le genre et les élections à Majunga.* Photo © PFOI

Pour appuyer les efforts du gouvernement malgache dans sa politique de promotion du genre en politique, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), à travers son projet d’appui au cycle électoral 2012-2014 à Madagascar (PACEM), a organisé une série d’activités visant à promouvoir l’égalité du genre dans le processus électoral. En partenariat avec la Commission Electorale Nationale Indépendante pour la Transition (CENI-T) et le Conseil National des Femmes de Madagascar (CNFM), le PACEM ambitionne de favoriser l’introduction de la question de l’égalité entre hommes et femmes dans les programmes des candidats à l’élection présidentielle.

Dans ce cadre, un atelier d’échange sur l’égalité entre hommes et femmes s’est tenu le 4 juin 2013 à l’hôtel Carlton à Antananarivo. Vingt-neuf partis politiques, dont 13 candidats à l’élection présidentielle ont participé à cet atelier. Les échanges ont permis d’établir le dialogue entre les principaux responsables des partis politiques et introduire la question du genre dans le débat public. « Cet atelier est un appel aux hommes encore réticents et à vous les femmes. Levez-vous, montrez vos différences, enlevez vos complexes si vous en avez encore. Venez enrichir votre société […] Nous avons plus à gagner qu’à perdre dans une société avec des femmes plus évoluées. Car il s’agit ni plus, ni moins de nos filles, de nos sœurs, de nos femmes, de nos mères et de nos grand-mères » a déclaré un des candidats présents à cet atelier.

Le chemin qui reste à parcourir pour une véritable parité homme- femme est encore long, mais la détermination de la société civile a laissé entrevoir une possibilité d’inverser les tendances. « Aujourd’hui, nous assistons à un tournant décisif dans l’évolution de la question de l’égalité entre les sexes à Madagascar. Il aura fallu 51 ans pour passer de zéro femme au gouvernement au moment de l’indépendance en 1960, à 9 femmes sur 34 ministres dans le gouvernement actuel ; 51 ans pour passer d’une Assemblée Nationale où les femmes de Madagascar n’étaient pas du tout représentées, sous le premier régime après l’Indépendance, à une moyenne d’environ 15 % de femmes membres au niveau des deux chambres du Parlement de la Transition. Un demi-siècle, c’est beaucoup trop, pour aboutir au niveau actuel de représentation des femmes », a affirmé Noro Ravaozanany, Présidente du CNFM.

Pour améliorer la représentativité des femmes, des supports de communication seront développés. Une série de débats télévisés avec les candidats sera organisée pour sensibiliser les électeurs et les politiciens malgaches sur l’importance de l’égalité des genres. Avec l’espoir que cette initiative puisse contribuer à réduire sensiblement les discriminations à l’égard des femmes malgaches et jeter les bases d’une société plus juste, plus égalitaire et plus démocratique.

# Ranja Ramampy : Mieux formée pour affronter les élections

***L'esprit vif, RanjaRamampy, la trentaine, projette l'image d'une jeune femme déterminée. Cette jeune Malgache, journaliste de profession, est debout aux aurores . Munie de sa caméra, elle se rend à son lieu de travail, la Radiotélévision de Sofia à Fianarantsoa, une ville située à 400 km de la capitale, Antananarivo.***

***Habituellement, Ranja fait son entrée sur le plateau vers 8 h 30. Le programme de sa journée lui est communiqué la veille au cours de la réunion de rédaction.***

***Après le reportage et le traitement des informations collectées sur le terrain, Ranja passe le reste de sa journée à l'antenne de la radio.***




Fille de réalisateur, Ranja a obtenu son diplôme en communication au département d'études françaises de l'université d'Antananarivo. Elle s'est prise de passion pour le journalisme dès son jeune âge. Mais la crise post-électorale de 2002 n'avait pas épargné ce métier qu'elle exercait depuis près d'une douzaine d'années. Elle a dû pendant cette période trouble arrêter sa carrière pendant sept longues années. « J'étais à l'antenne ce jour-là, lorsque j'ai appris que la station radio voisine avait été brûlée par les manifestants qui se dirigeaient vers la nôtre », raconte-elle. « En quelques minutes, j'ai dû ranger tout mon matériel et me mettre à l'abri ».
À cette époque, les formations en matière de communication électorale ne profitaient qu'à quelques journalistes travaillant dans la capitale. Ceux de Fianarantsoa n'avaient pas eu l'opportunité d'en bénéficier pour faire face à des émeutes.

« L'enchaînement des crises politiques à Madagascar nous éprouvait physiquement et psychologiquement et nous n'avions aucune emprise sur les drames qui se nouaient devant nos yeux. De plus, la pression des patrons de presse était telle que, sans le vouloir nous, les journalistes, contribuions à exacerber les tensions au lieu de les dissiper et tout cela a fortement contribué à mon repli. Aujourd'hui, nombreux sont les journalistes qui ne jouent pas leur rôle d'informateur. Ils préfèrent jeter de l'huile sur le feu plutôt que de contribuer à l'apaisement des tensions, car les organes pour lesquels ils travaillent appartiennent à des politiques ».

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a organisé, en collaboration avec le Centre d'Information des Nations unies (CINU), l'UNESCO et la Commission Electorale Nationale Indépendante de la Transition (CENI-T), l'Agence nationale de presse Malagasy (ANTA), Gender links et PACTE, deux séries de formation, lancées à partir d'octobre 2012, à l'attention des journalistes sur le thème « Élections et journalisme : maîtrise des opérations – repères professionnels et déontologiques ». L'objectif était de diffuser auprès des professionnels des médias les règles essentielles déontologiques et éthiques dans un contexte électoral au travers d'une charte d'engagement pour la couverture de la période électorale.

Ranja fait partie des 105 journalistes formés par le PNUD et se sent mieux armée pour affronter les prochaines échéances électorales. « Participer à ces séries de formations permettra aux journalistes de travailler avec plus de professionnalisme et de contribuer à un processus de sortie de crise apaisé au moment où Madagascar s'apprête à tourner une page douloureuse de son histoire politique récente, à travers la tenue d'élections libres, transparentes et crédibles ».

« Je possède maintenant plus d'aptitudes pour pouvoir affronter l'actualité parce que la deuxième série a abordé des sujets plus pratiques comme le monitoring des médias, l'analyse des faits, la recherche des sources de conflits, etc. Nous avons désormais un avantage par rapport à notre audience et c'est déjà un pas vers la gestion des opinions », indique-t-elle d'un air satisfait.
Ranja a mis ses connaissances au service de son employeur et en retour, son rédacteur en chef a décidé de créer une rubrique spéciale dédiée aux élections.

Ranja est décidée à lutter contre l'obscurantisme. « Si quelqu'un essaie intentionnellement de manipuler l'opinion publique et de la mettre dans l'obscurité, moi, je trouverai les moyens de l'en dissuader en recherchant là où il faut la bonne information. Auparavant, j'avais l'intention de bien informer mes auditeurs, à présent je possède les compétences pour bien faire mon travail », conclut-elle. Son souhait est de voir tous les journalistes politiques bénéficier de cette formation afin de contribuer par leur plume ou leur voix à l'instauration d'un climat électoral serein et apaisé.



*Remise de Certificat à Ranja Ramampy après l'atelier national de renforcement des capacités des professionnels des médias dans lae cadre du processus électoral.* Photo © PNUD



Gouvernance

**Victor Samuël Rahaovalahy, président de l'association Anja Miray**



# **Anja Miray**, un an après RIO +20!

**Victor Samuël Rahaovalahy, président de l'association Anja Miray, communauté de base qui gère le parc national Anja situé à Ambalavao, partage avec nous les changements opérés dans sa communauté un an après la conférence des Nations unies sur le développement durable « Rio +20 » qui a eu lieu à Rio de Janeiro au Brésil.**

**PNUD : En 2012, vous avez participé au sommet de la terre RIO+20. Qu'est-ce qui vous a marqué lors de ce sommet ?**

**Victor :** Rio a été ma première sortie en dehors de Madagascar. C'est comme si j'étais dans un rêve. La propreté et les arbres qui poussaient dans presque toutes les cours m'ont beaucoup marqué.

Nous étions 25 lauréats provenant de communautés de base de différents pays à la conférence de Rio+20. Nous avons discuté de nos expériences pratiques sur la gestion de l'environnement et du développement local : écotourisme, pêche, agriculture, élevage, artisanat. La barrière linguistique n'était pas un obstacle. Nous nous comprenions. Certaines expériences partagées m'ont même inspiré pour améliorer Anjà. Après Rio, j'ai encore été invité à Darwin, en Australie, pour la première réunion de WIN [NDLR World Indigenous Network] et j'y ai retrouvé dix des lauréats rencontrés à Rio. Rio n'était donc pas un événement ponctuel, mais un effort continu pour valoriser les pratiques de gestion de l'environnement et le développement par le communautés locales

J'étais particulièrement impressionné et fier pendant notre séjour à Darwin. Helen Clark, la première personnalité du PNUD, a déjeuné tous les jours avec nous et s'est occupée de nous, communautés locales, comme si elle était notre mère ! Nous sommes rassurés parce qu'il y a des gens qui nous écoutent et nous soutiennent.

**PNUD : Un an après ce sommet, qu'est-ce qui a changé dans la vie de l'association Anjà Miray et de la population d'Anja ?**

**Victor :** Nous avons capitalisé les acquis de la conférence en les mettant tout de suite en pratique. Par exemple, nous y avons appris comment produire plusieurs caisses de ruches et nous avons appliqué cette technique chez nous.

Avant Rio, nous comptions beaucoup sur les techniciens pour les idées d'aménagement ou d'amélioration de notre site et leur application. Maintenant, j'ai beaucoup plus d'idées à partager et à appliquer pour améliorer Anja. Je voudrais par exemple mettre des chalets aux normes écologiques durables autour des lacs d'Anja pour les touristes.

J'ai montré aux femmes la qualité de l'artisanat des autres pays, elles pourront s'en inspirer pour améliorer les produits à présenter aux touristes.

De plus, une « Opération latrines » est en cours. Imaginez qu'actuellement, moins de 10 % des foyers ont des latrines alors qu'on est dans un village touristique ! J'ai pris la photo des latrines d'un foyer où je suis allé pendant mon voyage et je l'ai montrée à la famille et aux villageois pour que nous puissions nous en inspirer. Nous avons demandé au conseil d'administration d'Anjà Miray d'aider chaque foyer à construire ses propres latrines. La famille prendra en charge le creusage des trous et l'association les murs et les toits. Nous avons aussi dans notre plan d'action la mise en place de points d'eau potable.





J'ai remarqué qu'après Rio, grâce aux médias, nous avons bénéficié d'une bonne image à l'extérieur du pays. Le nombre de touristes étrangers et nationaux a augmenté à Anjà. Des encouragements nous sont parvenus de la famille et des amis, qui nous ont vus à la télévision lors de la remise de trophée à Ambalavao.

**PNUD : Quelles sont les résolutions que vous avez trouvées importantes pour les communautés et pour Madagascar pendant ces conférences ?**

**Victor :** J'ai compris que les gens et les institutions du monde entier déploient beaucoup d'efforts pour la protection de l'environnement, c'est donc une cause très importante à faire connaître et à défendre. Alors que les autres prennent à cœur la question de l'environnement, ils adoptent et appliquent déjà des lois sur l'environnement, chez nous, ce n'est pas encore le cas, surtout au niveau local.

Les communautés locales qui sont en contact direct avec les ressources naturelles dans leur vie quotidienne jouent un rôle très important dans la protection et la promotion de l'environnement. Il faut donc les aider. Nous avons alors décidé à Darwin de mettre en place le réseau des communautés locales pour la gestion de l'environnement et le développement durable. Cependant, un réseau mondial ne suffit pas, il faut d'abord et aussi un réseau local et national comme TAFO MIHAAVO.

**PNUD : Avec qui avez-vous partagé les acquis des conférences (Rio et Darwin) ? Comment les avez-vous partagés ? Et que suggérez-vous pour optimiser les acquis de telles rencontres ?**

**Victor :** Jusqu'ici, ce sont nos proches du district d'Ambalavao qui en ont bénéficié, mais l'idéal serait d'aller dans toutes les régions, tous les districts et communautés pour partager cette expérience avec les fokonolona et les VOI (Vondrona Olonalfotony).

Le meilleur moyen de partager ces acquis est de montrer de bonnes expériences pratiques, comme ce que nous avons fait avec l'apiculture et l'artisanat. Je peux le faire, mais on pourrait aussi organiser les échanges d'expériences entre les membres de Tafo Mihaavo dans chaque localité. Lors des conférences, chacun pouvait partager ses expériences et chacun s'est débrouillé de son côté pour partager et pratiquer ce qu'il a acquis pour faire avancer chaque communauté. Cela dépend en partie du budget disponible.

**PNUD : Quel est votre souhait pour l'après RIO+ 20 ?**

**Victor :** J'aimerais pouvoir partager, même avec les plus petits, mes quelques connaissances, aller dans les écoles primaires et enseigner aux enfants l'importance de la protection de l'environnement, les raisons de la gestion durable des ressources naturelles et comment en prendre soin. Je voudrais que la propreté et le comportement environnemental soient introduits dans les programmes scolaires des écoliers.

J'aimerais aussi qu'il y ait plus d'échanges d'expériences pratiques et applicables entre les fokonolona et les VOI.
Pour l'application des lois, il faudrait être un peu plus sévère, car par rapport à d'autres pays, surtout le Brésil, on est bien loin du compte.

D'ici 2020, j'aimerais bien qu'il y ait des changements concrets dès qu'on entre dans une ville ou un village de Madagascar, notamment en matière de respect de la propreté et de la verdure, que ce changement soit l'œuvre des citoyens, jeunes et adultes, des communautés locales, et que l'application des règles sociales ne relève pas uniquement de la volonté du gouvernement.

**PNUD : Qu'est-ce qui ne vous a pas plu lors des conférences (Rio et Darwin) ?**

**Victor :** Rien ne m'a déplu lors des conférences. Elles m'ont beaucoup aidé et maintenant, j'ai beaucoup plus d'expériences à partager et à appliquer.



*Vue du parc Anja Miray* Photo © CINU

# Stabiliser les dunes pour préserver les moyens de subsistance de la population de Lanirano

## Vorike

***est un pêcheur originaire de la région Atsimo Andrefana chez qui l'évocation du mot « dunes » réveille de douloureux souvenirs. En 1968, alors qu'il n'avait que 5 ans, les mangroves qui représentaient pour les habitants de son village natal et pour sa famille en particulier, le principal gagne-pain furent envahies par les dunes, obligeant les habitants d'Androka à se déplacer loin des berges du canal de Mozambique. Trente-sept années plus tard, en 2005, suite aux ravages causés par le cyclone « Ernest », tout le village a dû migrer de nouveau à l'intérieur des terres, abandonnant définitivement les mangroves. Aujourd'hui, Vorike et sa famille vivent très loin du littoral, à Lanirano, une des communes du sud-ouest de Madagascar les plus touchées par la migration en raison de la dégradation des terres.***

Le regard perdu sur les rares palétuviers de Lanirano qui résistent encore aux dunes meurtrières s'étendant sur une surface grande comme cinq terrains de football, Vorike raconte :« Ma famille vivait à cet endroit précis. Nous y menions une existence simple et heureuse. Il suffisait de se pencher pour ramasser crabes et crevettes à la pelle. Depuis que la rivière Linta est envahie par le sable, l'eau ne remonte plus jusqu'aux mangroves et le cours de notre vie en est bouleversé ». « Aujourd'hui, nos enfants arrêtent l'école à l'âge de 14 ans, car nous sommes incapables de payer leur scolarité », nous confie Vorike.



La région du sud de Madagascar se caractérise par un climat de type semi-aride, avec une saison sèche relativement longue - neuf mois par an -, et une saison des pluies très courte avec des précipitations faibles et souvent irrégulières. Cette situation expose en permanence la population locale aux problèmes d'accès à l'eau potable. Par ailleurs, le tarissement des lits de rivière et la formation de dunes y deviennent des phénomènes quasi-permanents.

Les pêcheurs de Lanirano sont soit obligés de marcher cinq kilomètres tous les jours pour sauvegarder leurs moyens de subsistance, et de se reconvertir dans d'autres activités. Vorike a abandonné, comme la plupart de ses voisins, la pêche pour pratiquer une agriculture peu intensive et un élevage extensif. Le recours à ce mode d'élevage entraîne pourtant le surpâturage. Les effets combinés de la coupe du bois de chauffe pour les besoins domestiques, la fabrication de charbon de bois destiné à la vente et la construction des cases accentuent par ailleurs le phénomène de déforestation de la zone. Une grande partie de la végétation originelle ayant été défrichée, le mouvement des dunes de sable est devenu une menace permanente pour la maigre végétation et une préoccupation majeure pour les habitants de la commune.
Sous l'impulsion du ministère de l'Environnement, des Eaux et forêts et de World Wide Fund (WWF) et avec l'appui financier du PNUD et du Fonds mondial pour l'environnement (GEF), le projet SLM « Sustainable Land Management » est mené dans l'extrême Sud du pays. Il permet de développer un modèle de gestion durable des terres, testé en milieu réel pour une éventuelle réplication dans des contextes similaires. L'approche consiste à améliorer durablement les conditions de vie de la population locale en augmentant la productivité des terres, notamment à travers la préservation de l'environnement et la réduction des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles. En étroite collaboration avec le département des Sciences de la Terre de l'université d'Antananarivo, le projet a réalisé une étude permettant de planifier les actions à mettre en œuvre pour endiguer l'avancée des dunes. Depuis 2011, le centre alimente régulièrement en données la direction générale de la météorologie lui permettant d'effectuer les projections climatiques de la zone avec plus de précision.

Cette année, des terres abandonnées dans les zones sablonneuses ont été récupérées pour y planter des ricins, associés à des cultures fertilisantes pour la restauration du sol. Dès la restauration de la qualité du sol, des cultures vivrières y seront menées. Le projet a ainsi testé plusieurs options agricoles. De plus, le projet accompagne la population et les autorités locales à établir des schémas d'aménagement des terroirs qui tiennent compte des réalités locales. Un centre d'échanges est en train de voir le jour dans la commune d'Androka pour permettre le partage d'expériences, et diffuser les informations sur les pratiques agricoles qui ont donné de bons résultats ailleurs et enfin accéder à des informations et formations touchant la gestion et l'exploitation durable des terres.

Avec l'action du PNUD et de ses partenaires, la famille de Vorike et toute la population de Lanirano peuvent désormais envisager l'avenir sous de meilleurs auspices.



*La forêt des mangroves envahie par les dunes.* Photo © PNUD

# Le volontariat, plus qu'un engagement, une conviction !



**Herman Rakotomala, citoyen malgache (28 ans)**

Est volontaire des Nations unies dans le cadre du programme « Moyens de subsistance durable et lutte contre la pauvreté ». Ce programme financé par le PNUD a pour objectif de contribuer à une amélioration durable des conditions de vie des groupes les plus vulnérables.

De la gestion de projet, en passant par l'encadrement associatif et l'entrepreneuriat, Herman participe activement à l'organisation socio-économique et au développement communautaire de la commune rurale de Saint Augustin, située au sud-ouest de Madagascar. Pour assurer un service de proximité aux populations d'une quinzaine de villages, il a impulsé une dynamique locale en mettant en place une fédération d'associations, visant à coordonner les initiatives communautaires de Saint-Augustin. Cette coordination n'est possible que par l'implication d'Herman dans le développement de synergies avec les autres structures mises en place par le programme, telles que le Centre d'Information, d'Orientation et d'Accompagnement (CIOA) ou « ivotoerana Tantsoroka ho amin'ny Fampivoarana (iTaFa) » et la Plateforme multifonctionnelle (PTFM) en vue d'améliorer la situation sociale et économique des villageois.

L'éducation des adultes par la méthode « l'alphabétisation fonctionnelle intensive pour le développement », suivie de l'insertion professionnelle des jeunes, hommes et femmes, est pérennisée par l'ouverture de huit centres d'alphabétisation, actuellement en phase d'autonomisation, qui ont accueilli, formé et orienté près de 280 personnes bénéficiaires. « Auparavant, les villageois devaient faire appel à une tierce personne pour lire et comprendre les courriers de la commune, aujourd'hui ils le font de manière autonome et sont en mesure de suivre leurs propres comptes », affirme Herman.

Les capacités techniques et opérationnelles du comité de gestion de la PTFM sont renforcées pour qu'à terme la communauté prenne en mains le projet et le gère de manière autonome. La plateforme multifonctionnelle, constituée d'outils de transformation agricole, vise à accroître les revenus des agriculteurs, à alléger les tâches, celles des femmes en particulier et également à soutenir des initiatives locales pour subvenir aux besoins communautaires. Cette installation, peu consommatrice d'énergie, multiplie le rendement par trois. Cependant, Herman constate que la communauté ne s'est pas encore appropriée totalement le projet. « Pour qu'il y ait appropriation du projet, les populations veulent percevoir les avantages immédiats de ce nouvel outil. Une telle appropriation s'établira au fur et à mesure du développement des PTFM », explique-t-il.

Herman admet que les conditions de terrain ne sont pas faciles et que les enjeux sont nombreux : un enjeu social caractérisé par le regroupement familial, l'individualisme entrepreneurial et la méfiance des villageois quant à l'utilité et l'efficacité d'un nouveau projet, un enjeu politique rythmé par une course au pouvoir omniprésente (élections communales), un enjeu économique avec une baisse du pouvoir d'achat dû aux contraintes climatiques.

« Après le cyclone Haruna, notre action a été de renforcer les capacités techniques des paysans dans l'agro-élevage », affirme-t-il.

D'après Herman, les défis liés à l'insécurité dans les zones périphériques de la commune, dites sensibles et difficiles d'accès sont un autre paramètre à gérer, mais il reste malgré tout optimiste et confie qu'« être volontaire est un véritable défi qu'il se plait à relever ».



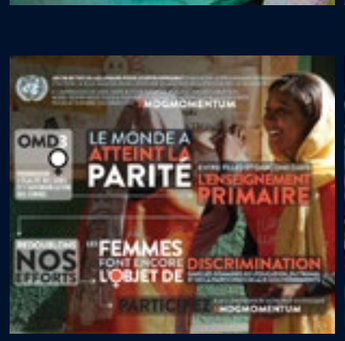
*Le volontaire Herman en train de sensibiliser les femmes de l'association "Miandry ny Hoavy" de Saint Augustin sur la bonne pratique de l'agriculture.* Photo © PNUD







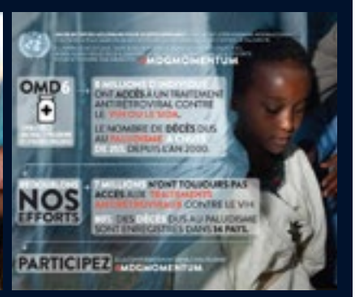















## LE PROGRAMME DES NATIONS Unies POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD)

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) est le réseau mondial de développement des Nations Unies. Il prône le changement et relie les pays aux connaissances, expériences et ressources nécessaires pour améliorer la vie de leurs citoyens.

Présent à Madagascar depuis l'accession du pays à l'indépendance, le PNUD accompagne les efforts de Madagascar pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, visant à réduire de moitié la pauvreté d'ici 2015.

Actuellement, le PNUD est présent dans 177 pays et territoires. Il aide les gouvernements et les populations à identifier leurs propres solutions aux défis nationaux et mondiaux du développement. Pour renforcer leurs capacités, ces pays peuvent s'appuyer sur le personnel du PNUD ainsi que les partenaires de l'organisation

## Les domaines de compétence du PNUD

Le réseau du PNUD relie et coordonne les efforts faits aux niveaux mondial et national en vue de combattre la pauvreté et d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement. Nous nous attachons à aider les pays à élaborer des stratégies de développement et à partager des solutions aux problèmes touchant aux questions suivantes:

- Gouvernance démocratique
- Réduction de la pauvreté
- Prévention des crises et relèvement
- Environnement et énergie
- VIH/sida

*Au service des peuples et des nations*



*Au service des peuples et des nations*

## PNUD MADAGASCAR EN ACTION

Maison Commune des Nations Unies,
Rue Dr Raseta Andraharo
Route de Majunga BP 1348
101 Antananarivo Madagascar
Tel: +261 20 23 300 92
Fax: +261 20 23 300 42
Email: registry.mg@undp.org
Web: www.mg.undp.org





PNUD

*Au service*
*des peuples*
*et des nations*